



COMMUNIQUE DE PRESSE

12 septembre 2016

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse poursuit le combat contre le démesuré projet EuropaCity

Le débat public, révélateur d'une opposition diverse et forte

Le débat public portant sur l'opportunité du projet EuropaCity d'Auchan, qui s'est déroulé au printemps 2016, a confirmé l'existence d'une vive opposition à ce gigantesque complexe commercialo-ludique.

Les promesses d'emploi (nombre, proportion d'embauches locales, cannibalisation d'activités existantes) et de respect de l'environnement (pollutions, encombrements et transports, consommations d'énergie, d'eau et de terres agricoles...), thèmes qui ont cristallisé les débats, ont été sérieusement mises à mal et contestées par des experts indépendants au point qu'à la fin du débat public Auchan et les élus du Val d'Oise favorables à EuropaCity préféraient mettre en avant des arguments secondaires, comme les retombées fiscales, l'attractivité ou la notoriété pour le territoire !

Alors que le maître d'ouvrage dispose de trois mois pour répondre aux attentes des citoyens et décider d'abandonner ou de modifier son projet, le passage en force des pouvoirs publics et privés est déjà en marche sans même attendre la fin du processus démocratique, comme dans tous les grands projets inutiles et imposés. L'annonce faite aux agriculteurs du début des travaux de la gare et de la ligne 17 nord dès octobre 2016 montre que l'utilité de ce débat n'a été qu'une mascarade.

La Région Ile-de-France a pourtant précisé dans son cahier d'acteur : « *En 2024, la future gare RGPE implantée sur le territoire (ligne 17) sera un élément central de la desserte future du grand périmètre envisagé par la Région : elle ne devra pas desservir uniquement EuropaCity. Pour cela, la localisation d'EuropaCity devra être déplacée en limite sud-est de la ZAC dite du Triangle de Gonesse* ». La Société du Grand Paris et l'EPA Plaine de France, ont quant à eux choisi d'être les VRP d'Auchan et de Wanda, leur partenaire chinois : ils accélèrent la construction de la gare privatisée au seul profit d'EuropaCity, financée sur fonds publics.

Par ailleurs, le décret publié le 2 septembre 2016 renforce les mesures de préservation des zones agricoles et de notre souveraineté alimentaire, preuve que cet enjeu central ne doit être piétiné par la facilité que présente le bétonnage de terres agricoles.

Le collectif, rejoint par les nombreux partenaires indignés, va renforcer sa mobilisation les prochains mois pour que ce grand projet nuisible et en profond décalage avec les tendances actuelles et les besoins des populations locales ne voie pas le jour et ne soit pas le mauvais prétexte pour continuer l'urbanisation du Triangle de Gonesse.

Contacts :

Bernard Loup, coprésident

06 76 90 11 62

bernardloup@wanadoo.fr

Mail : cptg@nonaeuropacity.com